

AU PROGRÈS DE HERSTAL

A.S.B.L.:

Secrétariat et éditeur responsable :

Denise Lindenmann, rue Hoyoux, 153, 4040-HERSTAL

Permanences le mercredi de 14.00 à 18.00 h

tél. 04.248.00.07 / E-mail: progrsh@skynet.be

C.C.P. n° 000-0934729-37 (Au Progrès de Herstal)

Belgique – Belgique
PP

4040 HERSTAL
9/1803

3e trimestre 2012-2013

FORMATION gratuite A LA RÉALITÉ CONTEMPORAINE

avec l'aide de la Communauté Française (Service de l'Éducation Permanente),
les samedis de 10 à 12¼ heures environ, au Club Miguel HERNANDEZ ,
En Grande-Foxhalle, n°2, 4040-HERSTAL, face à la gare (bus 5, 6, 34b, 76, 79 : arrêt Marexhe-
Hoyoux)

Notre site internet est ouvert : <http://www.progres-herstal.be>

Programme du Troisième trimestre 2012-2013

Programme du mois de juin.

Séance du samedi premier juin	Giuseppe Santoliquido
<i>Analyse de l'impasse politique italienne.</i>	<i>Politologue et écrivain belge d'origine italienne. Licencié en Sciences politiques et administration publique. Professeur aux Facultés de Sciences politiques d'Afrique centrale. Spécialiste de politique italienne, il collabore avec de nombreux médias belges et étrangers. Auteur, notamment, de "Italie, une démocratie pervertie ?"</i>
Séance du samedi 8 juin	Didier Brissa
<i>Le traité européen sur la Gouvernance : Nouvelle Gouvernance européenne Vie et mort de la démocratie en Europe ?</i>	<i>Militant de la gauche radicale depuis une depuis plus de vingt ans !) Formateur au C.E.P.A.G: "Centre d'Education Populaire André Genot" - http://www.cepag.be/</i>
Séance du samedi 15 juin	Walthère Tholet
<i>L'Occident à la reconquête de l'Afrique. Nouveau tryptique de Mohammed Hassan Voir détails ci-après</i>	<i>Citoyen retraité actif, Etudiant en Philosophie et Economie grâce à la Toile, à l' accès ouvert (libre et gratuit) au savoir et à la libre information.</i>

Séance du samedi 22 juin	<i>Olivier Starquit</i>
<i>La Managérisation des services publics</i> <i>Un pas vers la Modernité ou un ver dans le fruit</i>	<i>Licencié en philologie germanique. Maître en traduction et maître en relations internationales.</i> <i>Coordinateur des amis du monde diplomatique de Liège.</i> <i>Membre du collectif le ressortet de Barricade asbl</i> info@barricade.be

Actualité de la politique intérieure italienne : Commentaire

Le sommeil paisible du Cavaliere Giuseppe Santoliquido, le 1 mai 2013.

Comme le laissait entrevoir la réélection de Giorgio Napolitano à la Présidence de la République, le gouvernement de large coalition concocté par Enrico Letta a aisément obtenu l'investiture du Parlement italien.

Le moment est historique puisque jamais encore, dans l'histoire républicaine, les coalitions de centre-gauche et de centre-droite s'étaient trouvées réunies dans un même exécutif. L'équipe gouvernementale est relativement restreinte. Elle comporte vingt-et-un ministres, sept femmes, un record, un membre d'origine africaine, une première. Par ailleurs, sa moyenne d'âge, cinquante-trois ans, relève de la maternelle politique si l'on pense que la première élection du chef de l'état remonte à 1953.

Pour ce qui est de l'équilibre politique, l'attelage est incontestablement conduit par le Peuple de la Liberté. Numériquement, le Parti Démocrate compte davantage de portefeuilles – 9 contre 5. Mais aucun des ténors du parti, jeunes ou moins jeunes, hormis **Dario Franceschini**, n'a rejoint l'exécutif. Alors que les troupes berlusconiennes sont emmenées par leur secrétaire général et comporte plusieurs poids lourds.

Autre enseignement : la couleur du gouvernement tire sur le bleu. En raison de la présence, en son sein, du centre-droit et des disciples de **Mario Monti**, certes, mais surtout parce que **l'aile gauche du Parti Démocrate a choisi de ne pas y entrer**. Sans doute par souci de ne pas hypothéquer l'avenir, en cas de scission, en cautionnant une alliance électoralement préjudiciable. Rappelons que l'ensemble du Parti Démocrate, et **Monsieur Letta** en particulier, avaient axé l'entièreté de la campagne électorale sur la promesse de ne plus jamais gouverner, après la triste expérience montienne, avec un Cavaliere discrédité par les affaires de corruption, et dont il venait d'être avéré qu'il avait fait chuter le gouvernement **Prodi – fondateur du Parti Démocrate** – en soudoyant plusieurs députés du centre-gauche (deux d'entre eux sont passés aux aveux).

Mais si la mise sur pied du gouvernement Letta est assurément une victoire politique de **Silvio Berlusconi**, elle est également, et cela est bien plus important encore, une victoire culturelle. La simple lecture de la feuille de route du nouvel exécutif permet de s'en rendre compte. Rien ne s'y trouve, en effet, sur la réforme de l'architecture institutionnelle du pays.

Sur la réduction du nombre pléthorique des élus.

Sur la refonte des milliers de parastataux, dont beaucoup sont inutiles et gangrenés par la corruption et le crime organisé. Pas un mot, contrairement à ce qui avait été promis durant la campagne électorale, sur la résolution du conflit

d'intérêts qui lacère le pays depuis vingt ans.

Rien sur la réforme de l'audiovisuel.

Silence absolu sur la réforme de la justice.

Sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. De même sur l'adoption d'une loi anti-corruption digne de ce nom et réclamée à cors et à cris par le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Sur l'adoption de mesures visant à garantir la moralité publique, autre promesse de campagne et sujet extrêmement sensible dans l'opinion publique. « **Nous faisons nôtres chaque parole prononcée par le Premier ministre** », a déclaré **Sandro Bondi**, bras droit de **Silvio Berlusconi**, dans la foulée du vote. « **L'adversaire d'hier a fait fondre comme neige au soleil les affrontements passés** », a ajouté le chef de groupe du Peuple de la Liberté, « **nous pouvons maintenant dire adieu aux fruits empoisonnés du siècle dernier** ».

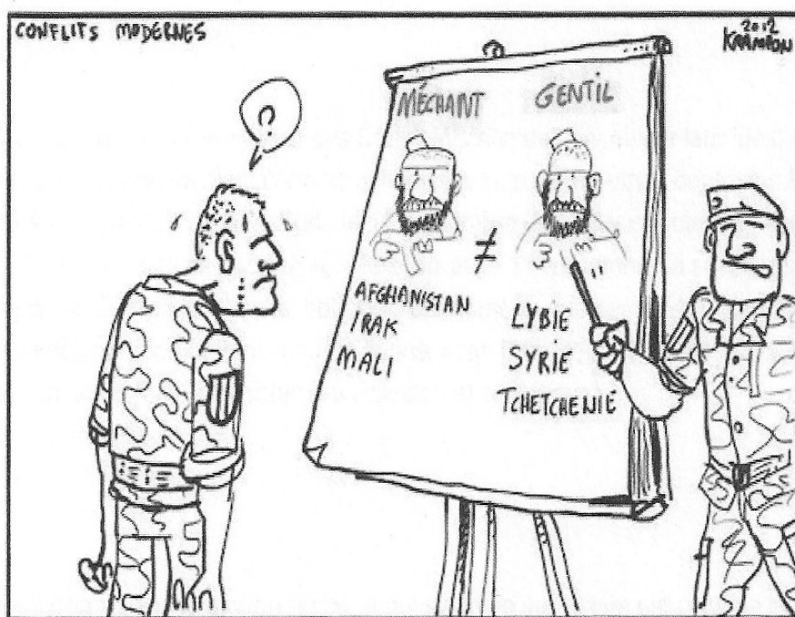
L'euphorie du centre-droite résume à elle seule la situation. Tout semble se dérouler comme dans une vaste opération de pacification. Comme si les lois ad personam relevaient désormais d'une époque révolue. Comme si les charges du **Cavaliere** contre une magistrature assimilée (dixit) à un cancer de la démocratie n'avaient jamais eu lieu.

Oubliée les accusations (prescrites et en cours) pour corruption. Pour fraude fiscale. L'alliance avec l'extrême droite. Les déclarations dithyrambiques sur les bienfaits du mussolinisme. Les blagues antisémites. Les propos xénophobes. Le kapo lancé au visage de **Martin Shulz** en pleine session du Parlement européen. Les condamnations de plusieurs membres du **Peuple de la Liberté** pour collusion avec le crime organisé. Oubliées les places en liesse la nuit du 12 novembre 2011, les journaux du lendemain, nationaux et internationaux, célébrant, dans une précipitation aveugle, la fin du berlusconisme. « **Nous allons faire un bout de chemin côte à côte et, ensuite, nous serons une fois encore adversaires** », déclarait ce matin **Dario Franceschini**, ancien leader du Parti Démocrate et membre du nouvel exécutif. Faux. Et consciemment mensonger. A défaut d'avoir été en mesure de la résoudre, le système, sous l'impulsion du centre-gauche, intègre aujourd'hui l'anomalie berlusconienne. Il la digère. L'assimile culturellement. Par confort. Après avoir contribué à le créer, puis l'avoir faussement voué aux gémonies, **le Parti Démocrate fait aujourd'hui de Silvio Berlusconi un sage de la République**. Le garant de la tenue d'un exécutif. Par crainte de procéder à ces réformes qui mettraient à mal ses propres positions. Alors que plusieurs sentences judiciaires sont sur le point de tomber, il le sacralise. Lui assure une sorte d'immunité politique.

Question : Après en avoir fait l'aiguillon de l'attelage gouvernemental, le Parti Démocrate voterait-il l'inéligibilité de son allié si une condamnation définitive devait tomber dans les prochains mois ? Bien sûr que non. Au nom de la crise économique. De l'urgence financière. Malgré les souhaits de son électorat (ou de ce qu'il en restera). **Et les probables déclarations d'intention. C'est ce que l'on appelle un suicide politique. Vertu, tu n'es qu'un mot, disait Brutus en se jetant sur son épée.**

« Les causes et conséquences de la guerre au Mali »

Bras armés en Libye et en Syrie, partenaires politiques en Tunisie et en Egypte, alliés stratégiques en Arabie saoudite et au Qatar... L'Occident n'hésite pas à se servir des courants les plus réactionnaires de l'islamisme radical lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts. Spécialiste de l'Afrique et auteur chez Investig'Action de « La stratégie du chaos », <http://www.michelcollon.info>) Mohamed Hassan démontre l'hypocrisie de nos dirigeants lorsqu'ils parlent de « guerre contre le terrorisme »



Premier volet d'une série sur « Les causes et conséquences de la guerre au Mali »

L'Occident à la reconquête de l'Afrique

Les guerres occidentales en Afrique se multiplient. En 2008, les USA créaient **Africom**, un centre de commandement unique pour toutes leurs opérations militaires en Afrique. Depuis, il y a eu la *Côte d'Ivoire*, *la Libye*, *le Mali*... Sans compter la *Somalie et le Congo*, théâtres de violentes guerres indirectes depuis des années.

Spécialiste de l'Afrique et auteur chez Investig'Action de « *La stratégie du chaos* », **Mohamed Hassan** nous explique les raisons de ces agressions à répétition. Menées par un Occident en pleine crise, elles ont pour toile de fond la lutte contre *la Chine* et le contrôle des matières premières.

(suite : ... lecture le samedi 15 juin.)

Deuxième volet de la série sur « Les causes et conséquences de la guerre au Mali » .

La propagation de l'intégrisme islamique

Le *Printemps arabe*, présenté comme un bouleversement révolutionnaire qui allait balayer toutes les dictatures hors du monde arabe, n'a jamais existé. Début 2011, il y a toutefois bien eu deux véritables éruptions volcaniques, en *Égypte et en Tunisie*. Il s'agit d'éruptions de colère populaire parce que l'injustice sociale devenait insupportable.

Mais il manquait à ces mouvements une direction et une orientation révolutionnaires, de sorte qu'ils ont été rapidement récupérés par des partis islamiques prétendument modérés : *le parti Ennahda en Tunisie et les Frères musulmans en Égypte*.

(suite : ... lecture le samedi 15 juin.)

Troisième volet de la série sur « Les causes et conséquences de la guerre au Mali » .

Du colonialisme français à l'intervention française au Mali.

« *La guerre au Mali a pour but de se débarrasser des islamistes radicaux* », nous dit-on. Pourtant, ces mêmes islamistes combattent dans « *notre* » camp en Libye et en Syrie. Et ils sont financés par « *nos amis* » : **Arabie Saoudite et Qatar.**

Le **conflit au Mali** s'inscrit dans un large contexte et il a toute une histoire derrière lui. Il y a les djihadistes qui ont quitté la Libye pour le nord du Mali, armés par le **Qatar et l'Arabie saoudite**. Et il y a les militaires français, belges et autres, occidentaux et africains, qui sont intervenus au Mali. Pour situer correctement cette intervention française, nous devons faire un retour sur le colonialisme français au Mali.

Quand les colonialistes français ont conquis le Mali, le territoire faisait partie d'une vaste zone économique s'étendant autour du Sahel. Les caravanes portaient d'une ville oasis vers une autre, tout droit à travers le désert.

Dans cette économie originelle régnait une bonne intelligence entre les paysans et les nomades. Les paysans avaient besoin des nomades pour pouvoir acheter des marchandises venant d'autres régions et constituaient donc leur clientèle. Toute la population de cette région était musulmane.

Cette zone économique était très prospère à l'époque. L'an dernier, le site Internet [celebritynetworth.com](http://www.celebritynetworth.com/) [http://www.celebritynetworth.com/] a classé un Malien à la première place du classement des vingt-cinq individus les plus riches ayant jamais vécu. Le journal a converti les biens du **roi Mansa Moussa Ier** qui, de 1312 à 1337, a régné sur un royaume situé à l'intérieur du Mali actuel, en tenant compte de l'actuel prix de l'or et de l'inflation au fil des siècles. L'homme, aujourd'hui, pèserait quelque 400 milliards de dollars. Il y avait également une vie intellectuelle très riche : **Tombouctou** est connue comme l'un des premiers et principaux centres intellectuels du monde. À son apogée, le royaume malien s'étendait jusqu'à la côte du Sénégal. L'arabe y était la langue véhiculaire.

Le colonialisme français a détruit tout ce système. Pour tuer toute capacité intellectuelle, des milliers de professeurs ont été assassinés. À l'instar de la quasi-totalité des pays africains, le Mali que nous connaissons aujourd'hui a des frontières artificielles. La région faisait partie de ce qu'on appelait le **Soudan français**. En 1960, elle devint indépendante, d'abord comme une fédération avec le Sénégal, mais, après deux mois à peine, le Sénégal se retira de cette fédération. Le Mali actuel est le quatrième pays d'Afrique par sa superficie. Après le coup d'État contre le premier président nationaliste du Mali, Modibo Keita (1960-1968), le pays est devenu un État néocolonial. ...

Auteur(s) : Mohamed Hassan

(suite : ... lecture le samedi 15 juin.)
